

LE FN ET L'EUROPE

Conformément à son idéologie, le FN attribue à l'étranger l'origine des problèmes. Les difficultés qu'il évoque sont souvent réelles, la construction européenne en est souvent responsable. Mais il se contente de proposer une rupture avec l'Union européenne et une sortie de l'euro sans remettre en cause les fondements des politiques suivies. De ce fait des mesures prises dans le cadre national ne feront pas disparaître les difficultés. Le problème n'est pas la monnaie unique, mais ce qu'on en fait.

1. Utilisation de l'euro par le libéralisme.

La monnaie unique a verrouillé un des moyens d'ajustement lorsque la compétitivité d'un pays se dégrade : la dévaluation de sa monnaie, qui favorise ses ventes à l'étranger et réduit ses achats. Les ajustements se sont faits alors grâce à la libre circulation des marchandises et des capitaux : déplacements de production vers les lieux les plus profitables (salaires, fiscalité plus basse) puis rapatriement des produits et/ou par une pression sur le travail (salaires, cotisations sociales, statuts). Cela a bénéficié aux multinationales, mais, faute d'harmonisation fiscale accompagnant la monnaie unique et du fait de la moindre mobilité du travail, ces politiques ont conduit au cumul de gains ou de pertes de compétitivité et à des déséquilibres commerciaux. D'où des divergences économiques croissantes entre les pays du nord et du sud de l'Europe.

A partir de 1999, à la création de l'euro, l'accent a été mis par la commission européenne sur la nécessité de réformes structurelles (marché du travail). Mais le traité européen de 2005 mentionnait à 12 reprises : « à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres ». Les pactes de stabilité et de compétitivité ont poussé à réduire les dépenses publiques à marche forcée et en même temps au détricotage du droit du travail pour « améliorer la compétitivité ». Pouvoir licencier plus facilement, réduire les droits et accords collectifs, favoriser la négociation individuelle des salaires et des contrats de travail, c'est ce que prônaient le « Pacte de compétitivité » et le « Pacte budgétaire », adoptés par le Conseil européen.

La course générale à la compétitivité n'a pas de fin : par nature, les excédents des uns sont les déficits des autres, tout progrès dans un pays pèse sur les autres, qui se doivent de faire mieux...

Donc sur l'Europe il est nécessaire de rappeler avant tout

- que nous sommes opposés à ces politiques.
- qu'elles ne viennent pas seulement d'une initiative européenne mais de la volonté commune des gouvernements libéraux : chacun les a adoptées et les a appliquées dans son pays.

La crise financière ne date pas de la création de l'euro en 1999. Dans le passé récent, la première s'est déclarée en 1997, dite « crise asiatique », mais qui s'est propagée en Argentine et au Brésil. Elle a été déclenchée par des mouvements de capitaux quittant ces pays devenus moins profitables.

En Europe les dettes publiques (cadeaux fiscaux et crise de 2007, renflouement des banques) ont affaibli la monnaie unique vis à vis des financiers qui ont prêté aux Etats. En cause les choix libéraux des gouvernements : par ex en France, une loi de 1973 a obligé l'Etat pour ses emprunts à passer par les banques privées supposées mieux gérer les équilibres financiers. Alors qu'auparavant il s'adressait à la Banque de France à taux faible, il a été soumis aux taux du marché. Avec l'accroissement des endettements, la spéculation contre l'euro a gonflé et les taux ont augmenté pour les pays vulnérables. La Grande Bretagne n'a pas échappé à ces politiques et à la crise : pourtant elle n'est pas dans la zone euro.

Ce sont les politiques libérales, les institutions financières et la spéculation qui ont conduit à la situation actuelle.

2. Ce que propose le FN :

Voir : « Tout ce qu'il faut savoir sur la fin de l'euro » <http://www.frontnational.com/pdf/fin-euro.pdf>

- Le FN manipule des citations de prix Nobel d'économie pour faire croire qu'ils seraient favorables à une sortie de l'euro. En fait ce qu'ils disent c'est que pour conserver l'euro il faut changer la politique européenne (voir article ci-joint). Ex Krugman (Nobel 2008) parle *d'abandonner l'euro et de revenir aux monnaies nationales* comme la crise de 29 a conduit à abandonner l'étalon-or. Mais il dit aussitôt « qu'une telle initiative peut paraître inconcevable - et sans doute aurait-elle des effets terriblement

perturbateurs sur les plans économique et politique. Mais ce qui est vraiment inconcevable, c'est de continuer sur la même voie en imposant des plans d'austérité toujours plus durs... ».

- Le FN prévoit une dévaluation de 20% de la nouvelle monnaie.

Il en minimise les conséquences sur les prix en prenant l'exemple de l'essence : si les taxes sont maintenues à leur niveau en valeur, le poids du pétrole étant faible dans le prix, son augmentation aura un impact réduit (10 cents le litre).

Par contre il ne parle pas des produits tels que l'électronique ou le textile. Globalement la part importée de la consommation est d'environ 15% ; si son prix augmente de 20 %, les prix en moyenne augmenteraient de 3 % environ, ce n'est pas rien.

- Taxes à l'importation.

Le FN compte prendre des mesures de protection par des taxes qu'il augmenterait progressivement sur les produits que l'on ne fabrique plus, comme les textiles. Ceci devrait permettre de relancer leur production en France. En réalité il serait difficile de combler ainsi les différences avec les coûts de production dans les pays asiatiques.

Il y aurait une autre taxe à l'importation pour compenser la suppression des cotisations salariales intégrées au salaire (+ 200 euros jusqu'à 1,4 fois les SMIC).

Avec ces taxes aussi il y aurait une augmentation des prix et sans garantie pour le financement des prestations sociales.

- Retour aux guerres monétaires.

Le FN ne prend pas en compte la riposte certaine des autres pays : dévaluations, représailles commerciales. Le FN invite à lire J Sapir (favorable à la sortie de l'euro mais qui n'a rien à voir avec le FN). Il ne dit pas que celui-ci prévoit en cas d'abandon de l'euro un blocage des salaires et des prix pendant 18 mois et des dévaluations répétées : ce serait le retour aux « *guerres monétaires* » des années 60 qui ont justement conduit à la coordination des monnaies des 6 pays de la CEE.

- Le FN et la dette.

Il veut la rembourser ! Nous ne sommes pas responsables du creusement des déficits, nous n'avons pas à en faire les frais.

Ce qui chagrine le FN c'est la part détenue par les institutions financières étrangères (66%). Il propose donc d'orienter l'épargne des français vers le remboursement de cette part.

Il n'y a pas une finance française et une étrangère : la société générale, la BNP, le Crédit agricole sont des multinationales impliquées dans la dette d'autres pays (la Grèce par ex) et les placements dans les paradis fiscaux. Elles participent au système financier qui a conduit à la crise. Leur faire collecter l'épargne des français pour payer les institutions étrangères ne change pas la logique de la finance.

Les français deviendraient créanciers de ces banques ou d'un Etat très endetté, dans une monnaie dévaluée (le franc nouveau du FN, -20%).

La dette étrangère serait plus chère car remboursée avec une monnaie dévaluée. Le FN avance que les emprunts étant souscrits en France, leur montant nominal ne changerait pas, 1 euro devenant 1 franc (lex monetae). Ce n'est pas automatique : un tribunal devrait en juger et les créanciers étrangers pourraient recourir, avec leur Etats, à des moyens de rétorsion.

3. C'est avec le libéralisme qu'il faut rompre.

Il faut changer la gouvernance des banques, se débarrasser de la domination de la finance, abandonner les politiques libérales pour sortir du piège de la dette et de l'austérité.

Rester dans un cadre de concurrence économique et de compétitivité obligera aux mêmes politiques dans un cadre national. Les raisons des luttes sociales demeureront, avec un risque plus grand pour les travailleurs au vu des propositions du FN sur les syndicats et sa « *concertation constructive* » patronat-salariés. Les guerres commerciales, monétaires, voire plus, n'ont jamais réglé les difficultés de la population.

L'aggravation constante de la situation sociale fait croire qu'avant la monnaie unique il n'y avait pas de problème : l'entrée en crise du capitalisme est antérieure, même si son approfondissement est allé de pair avec la construction d'une Europe libérale.